

Unité départementale de l'Essonne  
Cité administrative  
Boulevard de France  
91012 Evry-Courcouronnes Cedex

Evry-Courcouronnes, le 25/02/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/01/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SANOFI-AVENTIS RECHERCHE & DEVELOPPEMENT**

1 AVENUE PIERRE BROSOLETTTE  
91380 Chilly-Mazarin

Références : D2025- 0307

Code AIOT : 0006503930

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/01/2025 dans l'établissement SANOFI-AVENTIS RECHERCHE & DEVELOPPEMENT implanté 1, AVENUE PIERRE BROSOLETTTE 91380 Chilly-Mazarin. L'inspection a été annoncée le 14/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SANOFI-AVENTIS RECHERCHE & DEVELOPPEMENT
- 1, AVENUE PIERRE BROSOLETTTE 91380 Chilly-Mazarin
- Code AIOT : 0006503930
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site accueille 20 000 m<sup>2</sup> de laboratoires, constituant un Centre de Développement Clinique, Affaires Réglementaire, Pharmacovigilance et Digital (intelligence artificielle, machine learning).

L'activité est centrée sur 3 expertises clés :

- La médecine translationnelle ;
- La recherche & développement ;
- Le travail en réseau.

Le site R&D de Sanofi à Chilly-Mazarin a compté jusqu'à 1 700 collaborateurs. Toutes les activités ont été déménagées entre les sites de Gentilly et Vitry (94). Le site compte désormais moins de 20 personnes. La vente du site à un unique repreneur est prévue pour 2025.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN25 Combustion

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.



## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Enregistrement dans le registre MCP	Code de l'environnement du 01/01/1900, article R.515-114 et R.515-115 et R.515-116	Demande d'action corrective	15 jours
5	Contrôle des rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 09/02/2016, article 4	Demande d'action corrective	3 mois
6	Valeurs limites de rejets chaudières	AP Complémentaire du 09/02/2016, article 3	Demande d'action corrective	3 mois
7	Utilisation du FOD	AP Complémentaire du 09/02/2016, article 3	Demande d'action corrective	3 mois
8	Groupes de secours FOD	AP Complémentaire du 09/02/2016, article 3	Demande d'action corrective	3 mois
9	Vitesse d'éjection	AP Complémentaire du 09/02/2016, article 3	Demande d'action corrective	
10	Autosurveillance - QAL 2	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 83	Demande d'action corrective	
11	Autosurveillance - QAL 3	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 83	Demande d'action corrective	
14	localisation des risques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 15	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 25/04/2007, article TITRE 2. Article 1	Sans objet
2	Suite de l'inspection du 23/11/2021 - Cessation activité - rubrique 2120	Code de l'environnement du 01/01/1900, article R512-75-1	Sans objet
3	Garanties	Décret du 06/07/2024	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	financières		
12	Dispositif de coupure manuelle	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 35	Sans objet
13	Vannes automatiques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 35	Sans objet
15	Détection gaz	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 27	Sans objet
16	LIE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 27	Sans objet
17	Contrôle des détecteurs gaz	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 27	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 29 janvier 2025 a permis de constater des écarts concernant cette installation, notamment en ce qui concerne le contrôle des rejets atmosphériques. En raison de l'arrêt progressif des activités du site, certaines chaudières ont été mises à l'arrêt et consignées par l'exploitant. Ainsi des contrôles périodiques n'ont pas été poursuivis.

L'impossibilité de remettre en fonctionnement les chaudières consignées afin de réaliser les mesures ne permet pas de remédier immédiatement à ces écarts. Il demeure néanmoins essentiel de poursuivre l'entretien des installations et de réaliser les mesures sur la chaudière encore en fonctionnement, et ce, jusqu'à la cessation totale des activités ou la reprise du site.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/04/2007, article TITRE 2. Article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, ...
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations, objet du présent arrêté sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté et les réglementations autres en vigueur. Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable, des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.
<b>Constats :</b>  Dans sa lettre du 06 juin 2019, l'inspection des installations classées a acté la situation administrative suivante :



Rubriques	Intitulé	Quantité/puissance	Régime
2910-A-1	Installations de combustion	43,605 MW	E
4733-2	Substances et mélanges nommément désignés	Quantité totale susceptible d'être présente : 2 kg	D
1185'2-a	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage)	6 000 kg de fluides frigorigènes	DC
4420	Peroxydes organiques type A ou type B	Quantité totale susceptible d'être présente : < 1 kg	NC
4110	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés.	La quantité totale susceptible d'être présente : <ul style="list-style-type: none"> <li>• de substances et mélanges solides est inférieure à 200 kg.</li> <li>• de substances et mélanges liquides est inférieure à 50 kg.</li> <li>• de gaz ou gaz liquéfiés est inférieure à 10 kg.</li> </ul>	NC

4120	Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition	La quantité totale susceptible d'être présente : <ul style="list-style-type: none"> <li>• de substances et mélanges solides est inférieure à 5t,</li> <li>• de substances et mélanges liquides est inférieure à 1 t,</li> <li>• de gaz ou gaz liquéfiés est inférieure à 200 kg.</li> </ul>	NC
4734	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.	5 cuves de FOD enterrées double enveloppe avec système de détection de fuite : <ul style="list-style-type: none"> <li>• 2 de 20 m3 (bât. 6 et 8);</li> <li>• 2 de 80 m3 (près du bât. 0);</li> <li>• 1 de 40 m3 (près du bât. 14);</li> <li>• 1 de 1 m3 dans le local sprinkler;</li> </ul> Total : 241 m3 de FOD soit 202 tonnes (densité du FOD à 16°C : 0,84)	NC
1716	Substances radioactives mentionnées à la rubrique 1700	La quantité de substances radioactives susceptible d'être présente est inférieur à 1.	NC

Dans son courriel du 24 janvier 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées la mise à jour de sa situation administrative :

Rubriques	Intitulé	Quantité/Puissance	Régime
2910-A-1	Installations de combustion	43,6 MW	E
1185-2.a	Gaz à effet de serre fluoré	4 000 kg	DC
4733-2	Cancérogènes spécifiques	2 kg	D
2925-2	Ateliers de charge d'accumulateurs électriques	2 445 kW	D

L'exploitant a transmis la preuve de dépôt de la déclaration initiale au titre de la rubrique 2925, datée du 10 juin 2024. Compte tenu du projet de reprise du site par un investisseur prévu pour 2025, il confirme le maintien des activités mentionnées dans ce même courrier, sans changement de régime, afin de garantir la continuité des utilités.

Concernant la rubrique 2910, le site disposait initialement de trois chaufferies (B6, B8 et B14).

Par courrier du 6 juin 2019, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées de l'arrêt définitif des chaudières de la chaufferie B8.

À la suite de l'arrêt des activités, les chaudières à vapeur de la chaufferie B14 ont été mises à l'arrêt en 2021, bien qu'elles soient maintenues sur site en vue d'une reprise future. Les chaudières à eau chaude de la chaufferie B14 ont continué de fonctionner, mais leur utilisation a été limitée à environ 30 % de leur capacité totale et elles ont été arrêtées fin 2024. Ces équipements sont également conservés en prévision d'une reprise.

Depuis le premier trimestre 2024, la chaufferie B6 fonctionne avec une seule chaudière, qui restera en service jusqu'à la fin de la période de chauffe pour maintenir les utilités jusqu'à la reprise du site.

En conclusion, l'ensemble des chaudières décrites dans la situation administrative du 06/06/19 sont présentes sur site et la plupart sont mises à l'arrêt.

**Type de suites proposées :** Sans suite



**N° 2 : Suite de l'inspection du 23/11/2021 - Cessation activité - rubrique 2120**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/1900, article R512-75-1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, ...
<b>Prescription contrôlée :</b> I.-La cessation d'activité est un ensemble d'opérations administratives et techniques effectuées par l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement afin de continuer à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, lorsqu'il n'exerce plus les activités justifiant le classement de ces installations au titre de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 sur une ou plusieurs parties d'un même site. La cessation d'activité se compose des opérations suivantes : 1° La mise à l'arrêt définitif ; 2° La mise en sécurité ; 3° Si nécessaire, la détermination de l'usage futur selon les modalités prévues aux articles R. 512-39-2, R. 512-46-26 et R. 512-66-1 ; 4° La réhabilitation ou remise en état.
<b>Constats :</b>  Le 20 janvier 2020, l'exploitant a déposé une déclaration initiale au titre de la rubrique 2120. Lors de l'inspection réalisée le 23 novembre 2021, l'exploitant a indiqué que l'activité soumise à la rubrique 2120 sous le régime de la déclaration était à l'arrêt. Dans sa lettre du 8 mars 2022, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de régulariser sa situation administrative par une déclaration de cessation d'activité.  Par courriel en date du 24 janvier 2025, l'exploitant a transmis une copie d'un courrier envoyé 6 janvier 2022 à la Direction Départementale de la Protection des Populations (DDPP), dans lequel il indique sa volonté de cesser ses activités en tant qu'établissement utilisateur d'animaux à des fins scientifiques à la date du 23 décembre 2021. Par courrier du 18 janvier 2022, la DDPP a transmis à l'exploitant l'arrêté préfectoral n°2022-PREF-DDPP/010, abrogeant l'arrêté portant agrément à l'établissement pour l'utilisation d'animaux à des fins scientifiques.  Par courriel du 20/02/2025, l'exploitant a transmis la déclaration de cessation d'activité pour la rubrique ICPE 2120. L'exploitant a répondu à la demande de l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Garanties financières**

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 06/07/2024
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, ...
<b>Prescription contrôlée :</b>  Suite à la publication du décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024 portant diverses dispositions d'application de la loi Industrie Verte et de simplification en matière d'environnement, l'installation n'est plus soumise aux garanties financières.



**Constats :**

Suite à la publication du décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024 portant diverses dispositions d'application de la loi Industrie Verte et de simplification en matière d'environnement, l'installation n'est plus soumise aux garanties financières. Ce point devient donc sans objet.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Enregistrement dans le registre MCP**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 01/01/1900, article R.515-114 et R.515-115 et R.515-116

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Recensement Installations MCP

**Prescription contrôlée :**

R. 515-114 :I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes :- le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ; - la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ;- le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ;- le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ;- la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ;- le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ;- le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ;- dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. »

II. Ces informations sont communiquées : 1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 : - au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ;[...]2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8. »

R.515-115 : [...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente.

R.515-116 :I . Les informations prévues à l'article R. 515-114 «, le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, » sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.

**Constats :**

Le registre d'enregistrement au registre MCP, mis à jour le 3 février 2025, mentionne un site référencé à l'adresse 1 avenue Pierre Brossolette à Chilly-Mazarin, mais également à Montpellier. **L'exploitant doit veiller à ce que l'enregistrement de son site de Chilly-Mazarin soit correct dans le registre MCP et s'assurer que toutes les informations le concernant sont exactes.** Pour ce faire, il doit suivre la procédure d'enregistrement disponible sur le site démarches-simplifiées, conformément aux dispositions des articles R.515-114, R.515-115 et R.515-116 du Code de l'environnement.

<https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/installations-de-combustion-moyennes-mcp-recueil-d>

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 15 jours

**N° 5 : Contrôle des rejets atmosphériques**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 09/02/2016, article 4

**Thème(s) :** Risques chroniques, ...

**Prescription contrôlée :**

Les dispositions minimums suivantes sont mises en œuvre pour le suivi des installations de combustion :

Installations	Paramètres	Type de suivi	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission		
Chaudière B14	POUSSIÈRES	CONTINU	/	ANNUEL		
	SO2					
	NOX OU ÉQUIVALENT NO2					
	CO					
	CADMIUM (CD), MERCURE (HG), THALLIUM (TL) ET LEURS COMPOSÉS	/	2016 puis sur demande de l'inspection	2016 puis dans le mois suivant la réception des résultats		
	ARSENIC (AS), SÉLÉNIUM (SE), TELLURE (TE) ET LEURS COMPOSÉS					
	PLOMB (PB) ET SES COMPOSÉS					
	ANTIMOINE (SB), CHROME (CR), COBALT (CO), CUIVRE (CU), ÉTAIN (SN), MANGANESE (MN), NICKEL (NI), VANADIUM (V), ZINC (ZN) ET LEURS COMPOSÉS					
	COVMN EXPRIMÉ EN CARBONE TOTAL	/				
	HAP	/				
Chaudière B6	POUSSIÈRES	/	ANNUEL	ANNUEL		
	SO2	/	SEMESTRIEL + ESTIMATION JOURNALIÈRE DES REJETS	SEMESTRIEL		
	NOX OU ÉQUIVALENT NO2	/	SEMESTRIEL	SEMESTRIEL		
	CO	/	ANNUEL	ANNUEL		
	CADMIUM (CD), MERCURE (HG), THALLIUM (TL) ET LEURS COMPOSÉS	/	2016 puis sur demande de l'inspection	2016 puis sur demande de l'inspection		
	ARSENIC (AS), SÉLÉNIUM (SE), TELLURE (TE) ET LEURS COMPOSÉS					
	PLOMB (PB) ET SES COMPOSÉS					
	ANTIMOINE (SB), CHROME (CR), COBALT (CO), CUIVRE (CU), ÉTAIN (SN), MANGANESE (MN), NICKEL (NI), VANADIUM (V), ZINC (ZN) ET LEURS COMPOSÉS					
	COVMN EXPRIMÉ EN CARBONE TOTAL	/				
	HAP					



Installations	Paramètres	Type de suivi	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
Chaufferie B8	POUSSIÈRES	/	ANNUEL	ANNUEL
	SO <sub>2</sub>	/	SEMESTRIEL + ESTIMATION JOURNALIÈRE DES REJETS	SEMESTRIEL
	NOX OU ÉQUIVALENT NO <sub>2</sub>	/	SEMESTRIEL	SEMESTRIEL
	CO	/	ANNUEL	ANNUEL
	CADMIUM (CD), MERCURE (HG), THALLIUM (TL) ET LEURS COMPOSÉS	/	sur demande de l'inspection	dans le mois suivant la réception des résultats
	ARSENIC (AS), SÉLÉNIUM (SE), TELLURE (TE) ET LEURS COMPOSÉS	/	sur demande de l'inspection	dans le mois suivant la réception des résultats
	PLOMB (PB) ET SES COMPOSÉS	/	sur demande de l'inspection	dans le mois suivant la réception des résultats
	ANTIMOÏNE (SB), CHROME (CR), COBALT (CO), CUIVRE (CU), ÉTAÏN (SN), MANGANESE (MN), NICKEL (NI), VANADIUM (V), ZINC (ZN) ET LEURS COMPOSÉS	/	sur demande de l'inspection	dans le mois suivant la réception des résultats
	COVNM EXPRIMÉ EN CARBONE TOTAL	/	sur demande de l'inspection	dans le mois suivant la réception des résultats
	HAP	/	sur demande de l'inspection	dans le mois suivant la réception des résultats
Groupes de secours FOD	SO <sub>2</sub>	/	SEMESTRIEL	SEMESTRIEL
	NOX OU ÉQUIVALENT NO <sub>2</sub>	/	ANNUEL	ANNUEL

La teneur en oxygène, la température, la pression et la teneur en vapeur d'eau des gaz résiduaux sont mesurées en continu pour la chaufferie B14.

La teneur en oxygène, la température, la pression et la teneur en vapeur d'eau des gaz résiduaux sont mesurées trimestriellement pour les chaufferies B6 et B8.

La teneur en oxygène, la température, la pression et la teneur en vapeur d'eau des gaz résiduaux sont mesurées trimestriellement pour les groupes de secours. (Cette mesure peut être remplacée par le suivi d'un ou de plusieurs paramètres représentatifs du fonctionnement de l'installation et directement corrélés aux émissions considérées. Dans ce cas, un étalonnage des paramètres est réalisé au moins trimestriellement.)

La vitesse d'éjection et le débit sont mesurés au minimum une fois par an quel que soit l'émissaire considéré.

## Constats :

### Chaufferie B6 :

Par courriel du 24 janvier 2025, l'exploitant a transmis les rapports trimestriels des mesures des émissions atmosphériques de la chaufferie B6 pour l'année 2023 et les trois premiers trimestres de 2024.

Les rapports indiquent que l'exploitant a respecté les fréquences de mesure suivantes pour l'année 2023 :

- Poussières : mesure annuelle ;
- CO, NOx et SO2 : mesure semestrielle ;
- Teneur en oxygène, température, pression et teneur en vapeur d'eau des gaz résiduaire : mesure trimestrielle ;
- Vitesse d'éjection : mesure trimestrielle.

Ces fréquences de mesure sont conformes aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 février 2016.

Concernant l'année 2024, l'inspection des installations classées relève les éléments suivants :

- Les poussières n'ont pas été mesurées durant les trois premiers trimestres ;
- Le CO et les NOx ont été mesurés au premier trimestre pour les trois chaudières ;
- Le SO2 n'a pas été mesuré durant les trois premiers trimestres ;
- La teneur en oxygène, la température, la pression et la teneur en vapeur d'eau des gaz résiduaire ont été mesurées au premier trimestre pour les trois chaudières, puis pour la chaudière n°2 lors des deux trimestres suivants ;
- La vitesse d'éjection a été mesurée au premier trimestre pour les trois chaudières, puis pour la chaudière n°2 lors des deux trimestres suivants.

**Le jour de l'inspection l'exploitant précise que les mesures des poussières et du SO2 n'ont pas encore été réalisées au cours des trois premiers trimestres de 2024. Une mesure était prévue pour la fin de l'année 2024, mais n'a pas été effectuée.** L'exploitant indique que cette mesure est programmée pour début 2025 et concernera uniquement la chaudière n°2, la seule encore en fonctionnement. L'exploitant doit donc procéder à ces mesures conformément à l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 février 2016.

### Chaufferie B14 :

Les différents polluants de la chaufferie B14 doivent être mesurés en continu. Par courriel du 24 janvier 2025, l'exploitant a transmis, seulement pour les chaudières eau chaude n°2 et n°3, les rapports QAL2 (2022) et les rapports AST (2023) des systèmes de mesure automatisée (AMS) qui assurent le suivi continu des polluants visés à l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 février 2016. **L'exploitant précise que ces mesures ont été suspendues en raison de la faible charge des chaudières ces dernières années.** Étant donné l'arrêt des chaudières et l'absence d'activité sur le site, l'exploitant ne peut justifier du suivi des appareils de mesure en continu et ne pourra le rétablir avant la reprise potentielle du site.

Pour rappel, les chaudières pour la partie vapeur sont à l'arrêt depuis 2021.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois



**N° 6 : Valeurs limites de rejets chaudières**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 09/02/2016, article 3

**Thème(s) :** Risques chroniques, ...

**Prescription contrôlée :**

L'article 3.2.1 de l'arrêté préfectoral n°2007.PREF.DCI3/BE 0088 du 25 avril 2007 est remplacé par les dispositions ci-après :

Installations	Combustible principal	Autres caractéristiques
Chaufferie B14	GAZ DE VILLE	BRÛLEURS MIXTES, SECOURS AVEC FIOUL CHAQUE CHAUDIERE DISPOSE DE SON PROPRE CONDUIT UN PRELEVEUR/ANALYSEUR GERE LE SUIVI DES ANALYSES SUR CHAQUE GROUPE DE CHAUDIERES (vapeur et eau chaude) (*)
Chaufferie B6	GAZ DE VILLE	BRÛLEURS MIXTES, SECOURS AVEC FIOUL CHAQUE CHAUDIERE DISPOSE DE SON PROPRE CONDUIT
Chaufferie B8	GAZ DE VILLE	BRÛLEURS MIXTES, SECOURS AVEC FIOUL CHAQUE CHAUDIERE DISPOSE DE SON PROPRE CONDUIT
Groupes électrogènes de secours (FOD)	FIOUL DOMESTIQUE	ESSAIS MENSUELS

Les deux dispositifs de suivi assurent une rotation dans les prélèvements et analyses dans les différents conduits toutes les 15 minutes. Avant chaque nouvelle analyse, une phase de nettoyage du système de 2 minutes est réalisée. L'exploitant établit une procédure relative au fonctionnement et à l'entretien des deux dispositifs de suivi. Ces dispositifs sont vérifiés et étalonnés annuellement : les justificatifs des contrôles sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs),
- à une teneur en O<sub>2</sub> ou CO<sub>2</sub> précisée dans le tableau ci-après.

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapporté à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals), à 3 % d'O<sub>2</sub> dans le cas des combustibles liquides et gazeux utilisés dans des installations de combustion autres que les turbines et les moteurs et de 15 % dans le cas des turbines et des moteurs, après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) sauf pour les installations de séchage où les résultats sont exprimés sur gaz humides.

PARAMÈTRE CONCENTRATION MG/NM3 (À 1 % O <sub>2</sub> )	CHAUFFERIE B14					
	chaudière vapeur 1	chaudière vapeur 2	chaudière vapeur 3	chaudière EC1	chaudière EC2	chaudière EC3
POUSSIÈRES	5	5	5	5	5	5
SO <sub>2</sub>	35	35	35	35	35	35
NOX OU ÉQUIVALENT NO <sub>2</sub>	120	120	120	120	120	120
CO	100	100	100	100	100	100
CADMIUM (CD), MERCURE (HG), THALLIUM (TL) ET LEURS COMPOSÉS <sup>(1)</sup>	0,05 par métal et 0,1 pour la somme exprimée en (Cd + Hg + Tl)	0,05 par métal et 0,1 pour la somme exprimée en (Cd + Hg + Tl)	0,05 par métal et 0,1 pour la somme exprimée en (Cd + Hg + Tl)	0,05 par métal et 0,1 pour la somme exprimée en (Cd + Hg + Tl)	0,05 par métal et 0,1 pour la somme exprimée en (Cd + Hg + Tl)	0,05 par métal et 0,1 pour la somme exprimée en (Cd + Hg + Tl)
ARSENIC (AS), SÉLÉNIUM (SE), TELLURE (TE) ET LEURS COMPOSÉS <sup>(1)</sup>	1 exprimée en (As + Se + Te)	1 exprimée en (As + Se + Te)	1 exprimée en (As + Se + Te)	1 exprimée en (As + Se + Te)	1 exprimée en (As + Se + Te)	1 exprimée en (As + Se + Te)
PLOMB (PB) ET SES COMPOSÉS <sup>(1)</sup>	1 exprimée en Pb	1 exprimée en Pb	1 exprimée en Pb	1 exprimée en Pb	1 exprimée en Pb	1 exprimée en Pb
ANTIMOINE (SB), CHROME (CR), COBALT (CO), CUIVRE (CU), ÉTAIN (SN), MANGANÈSE (MN), NICKEL (NI), VANADIUM (V), ZINC (ZN) ET LEURS COMPOSÉS <sup>(1)</sup>	20	20	20	20	20	20
COVNM EXPRIMÉ EN CARBONE TOTAL <sup>(1)</sup>	110	110	110	110	110	110
HAP <sup>(2)</sup>	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1

<sup>(1)</sup> Les paramètres sont analysés :  
- en 2016,  
- puis sur demande de l'inspection des installations classées.



PARAMÈTRE CONCENTRATION MG/NM3 (À 3 % O2)	CHAUFFERIE B6		
	chaudière EC1	chaudière EC2	chaudière EC3
POUSSIÈRES	5	5	5
SO2	35	35	35
NOX OU ÉQUIVALENT NO2	120	120	120
CO	100	100	100
CADMIUM (Cd) MERCURE (Hg) THALLIUM (Tl) ET LEURS COMPOSÉS <sup>(1)</sup>	0,05 par métal et 0,1 pour la somme exprimée en (Cd + Hg + Tl)	0,05 par métal et 0,1 pour la somme exprimée en (Cd + Hg + Tl)	0,05 par métal et 0,1 pour la somme exprimée en (Cd + Hg + Tl)
ARSENIC (As) SÉLÉNIUM (Se) TELLURE (Te) ET LEURS COMPOSÉS <sup>(1)</sup>	1 exprimée en (As + Se + Te)	1 exprimée en (As + Se + Te)	1 exprimée en (As + Se + Te)
PLOMB (Pb) ET SES COMPOSÉS <sup>(1)</sup>	1 exprimée en Pb	1 exprimée en Pb	1 exprimée en Pb
ANTIMOINE (Sb) CHROME (Cr) COBALT (Co) CUIVRE (Cu), ÉTAIN (Sn), MANGANESE (Mn), NICKEL (Ni) VANADIUM (V) ZINC (Zn) ET LEURS COMPOSÉS <sup>(1)</sup>	20	20	20
COVNM EXPRIMÉ EN CARBONE TOTAL <sup>(1)</sup>	110	110	110
HAP <sup>(1)</sup>	0,1	0,1	0,1

<sup>(1)</sup> Les paramètres sont analysés :  
- en 2016,  
- puis sur demande de l'inspection des installations classées.

Les paramètres grisés dans le tableau ci-dessus sont analysés sur demande de l'inspection des installations classées.

Aucun appareil de combustion, quel que soit son allure de marche et le combustible utilisé, ne doit émettre de fumée dont l'indice de noircissement, tel qu'il est défini dans la norme française X 43002 (ou norme équivalente), dépasse 4, sauf de façon ponctuelle au moment de l'allumage et pendant les ramonages si ceux-ci sont effectués de façon discontinue. Les ramonages ne peuvent être effectués que le jour.

Les valeurs limites du présent article (chaudières ou groupes FOD) s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10% de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10% sont comptés sur une base de 24 heures .

**Constats :****Chaudière B6 :**

Par courriel en date du 24 janvier 2025, l'exploitant a transmis les rapports trimestriels des mesures des émissions atmosphériques de la chaudière B6 pour l'année 2023 ainsi que pour les trois premiers trimestres de 2024.

L'inspection des installations classées constate par sondage qu'aucun dépassement des valeurs limites d'émission (VLE) n'a été observé pour les différents polluants mesurés. Toutefois, les mesures des poussières et du SO<sub>2</sub> n'ont pas été effectuées pendant cette période. L'exploitant doit réaliser ces mesures au début de l'année 2025 pour la chaudière n°2, qui reste en fonctionnement, cf fiche n°5.

**Chaudière B14 :**

Concernant la chaudière B14, l'exploitant a transmis, par courriel du 24 janvier 2025, le rapport (10323064/7.2.2.R) des mesures des émissions atmosphériques (rapport SRM pour les AST/QAL2 des trois chaudières à eau chaude), en date du 1er décembre 2023, réalisé par Bureau Veritas.

L'inspection des installations classées ne relève, par sondage, aucun dépassement des VLE pour les différents polluants mesurés. **Cependant, l'exploitant n'a pas effectué de mesures en 2024 avant l'arrêt des chaudières, et ne peut donc pas justifier du respect des VLE pour cette période.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 7 : Utilisation du FOD**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 09/02/2016, article 3

**Thème(s) :** Risques chroniques, ...

**Prescription contrôlée :**

L'utilisation du fioul domestique dans les chaudières n'est autorisée qu'en cas d'interruption de l'approvisionnement en gaz ou pour des essais de maintenance ponctuels.

**Constats :**

**Le jour de l'inspection, l'exploitant indique avoir utilisé du fioul seulement dans le cadre d'essai en 2023 et en 2024 mais n'apporte pas de justificatifs.** L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées le relevé des heures d'utilisation conformément aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 09 février 2016.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois



**N° 8 : Groupes de secours FOD****Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 09/02/2016, article 3**Thème(s) :** Risques chroniques, ...**Prescription contrôlée :**

Les groupes de secours FOD fonctionnent moins de cinq cents heures d'exploitation par an. Un relevé des heures d'exploitation utilisées est établi par l'exploitant et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Dans le cas où les groupes fonctionnent plus de 500 heures dans l'année, l'exploitant doit le signaler à l'inspection des installations classées et doit réaliser une analyse complémentaire sur les paramètres visés dans le tableau ci-dessous :

Paramètre concentration MG/NM3 ( à 15% O2)	Groupes de secours FOD
Poussières	30
CO	250

Paramètre concentration MG/NM3 ( à 15% O2)	Groupes de secours FOD
SO2	60
NOX ou équivalent NO2	750

**Constats :**

Lors de l'inspection, l'exploitant indique qu'une analyse des groupes de secours FOD a été réalisée en 2023, mais qu'aucune analyse n'a eu lieu en 2024. L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées les documents correspondants. Par ailleurs, les groupes de secours FOD doivent être mis à l'arrêt par l'exploitant, qui devra également fournir les justificatifs relatifs à cette opération à l'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Avec suites**Proposition de suites :** Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 9 : Vitesse d'éjection**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/02/2016, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, ...
<b>Prescription contrôlée :</b>  La vitesse d'éjection des gaz de combustion en marche maximale continue doit être au moins égale à : <ul style="list-style-type: none"><li>• 25 m/s pour les groupes électrogènes,</li><li>• 5 m/s pour les chaudières.</li></ul>
<b>Constats :</b>  <b>Chaufferie B6 :</b> Par courriel du 24 janvier 2025, l'exploitant a transmis les rapports trimestriels des mesures des émissions atmosphériques de la chaufferie B6 pour l'année 2023 et les trois premiers trimestres de 2024. L'inspection des installations classées a analysé ces documents et a constaté ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"><li>• Pour la chaudière n°1, la vitesse d'éjection est nettement inférieure à 5 m/s pendant les quatre trimestres de 2023 et le premier trimestre de 2024.</li><li>• Pour la chaudière n°2, la vitesse d'éjection est conforme à l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 février 2016 pour les quatre trimestres de 2023 et les trois premiers trimestres de 2024.</li><li>• Pour la chaudière n°3, la vitesse d'éjection est également nettement inférieure à 5 m/s pour les quatre trimestres de 2023 et le premier trimestre de 2024.</li></ul> <b>Chaufferie B14 :</b> Concernant la chaufferie B14, l'exploitant a transmis, par courriel du 24 janvier 2025, le rapport (10323064/7.2.2.R) des mesures des émissions atmosphériques (rapport SRM pour les AST/QAL2 des trois chaudières à eau chaude), daté du 1er décembre 2023, réalisé par Bureau Veritas. Les vitesses d'éjection sont inférieures à 5 m/s pour les trois chaudières.  À l'exception de la chaudière n°2 de la chaufferie B6, les vitesses d'éjection des chaudières ne sont pas conformes à l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 février 2016. Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que les faibles taux de charge des chaudières étaient dus à une baisse d'activité, et que les chaudières n°1 et n°3 de la chaufferie B6 avaient été démarrées uniquement pour les mesures, ce qui pourrait expliquer les vitesses d'éjection inférieures à 5 m/s. Néanmoins, l'exploitant doit veiller à respecter la valeur fixée par l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 février 2016 pour l'ensemble de ses chaudières.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 83
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, ...
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les appareils de mesure en continu « sont exploités en appliquant les dispositions des » normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures), NF EN 14181 (version 2014 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure), réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté. « Les exploitants appliquent en particulier » les procédures d'assurance qualité (QAL 1, QAL 2 et QAL 3) et une vérification annuelle (AST).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Chaufferie B14 :</b></p> <p>Six chaudières sont installées dans la chaufferie B14, chacune étant équipée de son propre conduit. Un analyseur/prélèveur assure le suivi des analyses effectuées en continu sur chaque groupe de chaudières, concernant les paramètres suivants : poussières, CO, NOx et SO<sub>2</sub>. Par courriel du 24 janvier 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le rapport d'essai QAL2 réalisé par Bureau Veritas sur la chaudière eau chaude n°2 (rapport n° 10323064_007_001_004 REV 0) concernant l'intervention du 18/02/2022 au 22/02/2022 ;</li> <li>• Le rapport d'essai QAL2 réalisé par Bureau Veritas sur la chaudière eau chaude n°3 (rapport n° 10323064_007_001_005 REV 0) concernant l'intervention du 23/02/2022 au 25/02/2022 ;</li> <li>• Le rapport SRM pour les AST/QAL2 des chaudières eau chaude réalisé par Bureau Veritas (réf : 10323064/7.2.2.R) concernant l'intervention du 10/11/2023 au 16/11/2023 ;</li> <li>• Le rapport d'essai AST réalisé par Bureau Veritas sur la chaudière eau chaude n°2 (rapport n°10323064_006_002_002 REV 0) concernant l'intervention du 10/11/2023 ;</li> <li>• Le rapport d'essai AST réalisé par Bureau Veritas sur la chaudière eau chaude n°3 (rapport n°10323064_006_002_003 REV 0) concernant l'intervention du 13/11/2023.</li> </ul> <p>Les rapports précisent que la procédure QAL2 est définie par la norme NF EN 14181 et son guide d'application GA X43 132.</p> <p>Les paramètres mesurés (CO, SO<sub>2</sub>, NOx et poussières) sont conformes à l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 9 février 2016. Toutefois, <b>certaines écarts sont mentionnés dans les rapports :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Le temps de réponse du SO<sub>2</sub> est trop élevé ;</b></li> <li>• <b>Les bouteilles de gaz de référence utilisées pour la calibration sont périmées. Bien que les performances des systèmes de mesure automatisés (AMS) aient été jugées conformes, les bouteilles doivent être remplacées ;</b></li> <li>• <b>Le rapport indique que le QAL3 est manquant.</b></li> </ul> <p><b>L'exploitant doit faire réaliser les tests QAL2</b> sur l'ensemble des chaudières de la chaufferie B14 équipées d'un dispositif d'analyse en continu des paramètres (CO, SO<sub>2</sub>, NOx, poussières), conformément aux articles 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 février 2016 et 83 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018.</p> <p><b>De plus, bien que l'exploitant ait fait réaliser un test AST (Annual Surveillance Test) en 2023, celui-ci ne respecte pas la condition de périodicité d'un an, comme le stipule l'article 83 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018.</b></p> <p>L'exploitant devra s'assurer que les tests QAL2 sont réalisés sur l'ensemble des chaudières de la chaufferie B14, conformément aux dispositions de l'article 83 de l'arrêté ministériel du 3-août 2018. De plus, un test AST devra être effectué chaque année, conformément aux exigences de l'article 83 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018.</p>



<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

#### N° 11 : Autosurveillance - QAL 3

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 83
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, ...
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Les appareils de mesure en continu « sont exploités en appliquant les dispositions des » normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures), NF EN 14181 (version 2014 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure), réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté. « Les exploitants appliquent en particulier » les procédures d'assurance qualité (QAL 1, QAL 2 et QAL 3) et une vérification annuelle (AST).</p>
<b>Constats :</b>  <p>L'exploitant n'a pas transmis les rapports QAL3 pour les chaudières du bâtiment B14. Il indique n'avoir pas poursuivi les QAL3 à la suite de l'arrêt des chaudières à vapeur en 2021. L'exploitant doit toutefois mettre en place des tests QAL3 entre chaque mesure QAL2, conformément aux dispositions de l'article 83 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

#### N° 12 : Dispositif de coupure manuelle

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 35
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, ...
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, placé à l'extérieur des bâtiments s'il y en a, permet d'interrompre l'alimentation en combustible liquide ou gazeux des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, est placé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances</li> <li>• à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible.</li> </ul> <p>Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouvertes et fermées</p>
<b>Constats :</b>  <p>Lors de sa visite, l'inspection des installations classées a constaté la présence de dispositifs de coupure manuelle à l'extérieur de la chaufferie B14 ainsi qu'à l'extérieur de la chaufferie B6. Les deux vannes sont équipées d'indications claires sur le sens de fermeture, conformément aux dispositions de l'article 35 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 13 : Vannes automatiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 35
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, ...
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dans les installations alimentées en combustible gazeux, la coupure de l'alimentation en gaz sera assurée par deux vannes automatiques redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz à l'extérieur du bâtiment. Ces vannes assurent la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée. Chacune de ces vannes est asservie à des capteurs de détection de gaz redondants et à un pressostat permettant de détecter une chute de pression dans la tuyauterie. Le seuil de ce pressostat est aussi élevé que possible, compte tenu des contraintes d'exploitation. Un système permettant la coupure de l'alimentation en combustible gazeux est asservi à au moins un des paramètres suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• mesure de pression basse et haute en entrée de la chambre de combustion ;</li><li>• rapport air/combustible ;</li><li>• présence de flamme ;</li><li>• une température anormale dans la chambre de combustion.</li></ul> Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée à chaque redémarrage suivant une période d'arrêt supérieure à trois mois de l'installation, et au moins annuellement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.
<b>Constats :</b>  Le jour de la visite, l'exploitant a indiqué que les deux chaufferies B6 et B14 sont équipées de vannes automatiques redondantes. L'inspection des installations classées a pu constater visuellement la présence de ces vannes à l'extérieur de la chaufferie B14.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 14 : localisation des risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, ...
<b>Prescription contrôlée :</b>  Localisation des risques. L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant signale la nature du risque dans chacune de ces parties sur un panneau conventionnel. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.
<b>Constats :</b>

L'exploitant n'a ni transmis ni présenté, lors de la visite, le recensement des locaux à risque, conformément aux dispositions de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018. L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées le recensement des locaux à risque effectué pour le site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 15 : Détection gaz

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 27

**Thème(s) :** Risques accidentels, ...

##### **Prescription contrôlée :**

Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 15 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire, dispose d'un dispositif de détection adapté aux risques dont les détecteurs de gaz, de fumées et/ou d'incendie sont judicieusement positionnés.

L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et définit les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Les dispositifs de détection déclenchent une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, selon une procédure préétablie, permettant d'alerter la ou les personnes compétentes chargées d'effectuer les opérations nécessaires à la mise en sécurité des installations. Ces dispositifs coupent l'arrivée du combustible et interrompent l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion.

##### **Constats :**

Le jour de la visite, l'exploitant a indiqué que certains détecteurs étaient à l'arrêt et que d'autres avaient été débranchés suite à la baisse d'activité.

Par courriel du 12 février 2025, l'exploitant a transmis la liste des détecteurs présents sur le site. Par sondage, l'inspection des installations classées a constaté que les détecteurs étaient conformes et que certains étaient notés à l'arrêt. L'inspection des installations classées a également vérifié que les détecteurs présents dans les chaufferies B14 et B6 étaient bien recensés dans le fichier et déclarés conformes.

Néanmoins, en l'absence du recensement des locaux à risques, conformément à l'article 15 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018, il n'est pas possible d'établir un parallèle entre la localisation des détecteurs et la liste transmise par l'exploitant conformément aux dispositions de l'article 27 de l'arrêté ministériel du 03 août 2018.

**Type de suites proposées :** Sans suite



**N° 16 : LIE**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 27
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, ...
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toute détection de gaz, au-delà de 30 % de la LIE, conduit à la mise en sécurité de toute installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive, sauf les matériels et équipements dont le fonctionnement pourrait être maintenu conformément aux dispositions prévues à l'article 23. Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation.
<b>Constats :</b>  Le jour de la visite, l'exploitant a indiqué que le seuil de mise en sécurité de l'installation était bien fixé à 30 % de la LIE (Limite Inférieure d'Explosivité), conformément aux dispositions de l'article 27 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018. L'inspection des installations classées a pu constater la présence d'un panneau d'affichage au niveau de la chaufferie B14 indiquant les seuils d'alerte suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• 1er seuil à 15 % de la LIE, avec alarme visuelle et arrêt de sécurité du brûleur/chaudière</li><li>• 2ème seuil à 30 % de la LIE, avec arrêt électrique de l'ensemble de la chaufferie et mise en sécurité de toutes les installations</li></ul> En revanche, l'inspection des installations classées n'a pas constaté la présence de ce panneau au niveau de la chaufferie B6.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 17 : Contrôle des détecteurs gaz**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 27
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, ...
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Par courriel du 24 janvier 2025, l'exploitant a transmis les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• Le compte rendu d'intervention de MDG n°V21127-24J du 27/11/2024 (6 détecteurs niveau 1 et 10 détecteurs niveau 2).</li><li>• Le compte rendu d'intervention de MDG n°V21127-24K du 27/11/2024 concernant le détecteur "Chambre froide".</li><li>• Le compte rendu d'intervention de MDG n°V21127-24M du 27/11/2024 concernant le détecteur "Chambre froide".</li><li>• Le compte rendu d'intervention de MDG n°V21127-24F du 27/11/2024 (1 MX52 équipé de 3 détecteurs : CEX300 et 3 détecteurs CEX300 autonomes en doublon).</li><li>• Le compte rendu d'intervention de MDG n°V21127-24H du 27/11/2024 (1 MX42A équipé de 2 lignes BUS et 8 détecteurs OLCT10, 4 par niveaux -2 et -3).</li></ul>

- Le rapport d'intervention MDG (RLET 15012025105243) du 15/01/2025 suite au remplacement du module de voies de détection gaz de la chaufferie B6. Le rapport mentionne que le système est pourvu d'un avertisseur lumineux et qu'il y a un asservissement (coupure chaudière et vanne gaz).
- Le rapport d'intervention MDG (RLET 15012025105944) du 15/01/2025 suite au remplacement des cellules CH4 B14 (remplacement des cellules voies 1 et 7 chaufferie B14). Le rapport mentionne que le système est pourvu d'un avertisseur lumineux et qu'il y a un asservissement (coupure chaudière et vanne gaz).

Tous les comptes rendus d'intervention, à l'exception du n°V21127-24H, font état d'un "bon fonctionnement de l'installation" et ne mentionnent aucune observation. Le compte rendu n°V21127-24H mentionne les observations suivantes :

- Module automate non présent, relais débranché.
- Faire une demande de remise en place du module automate.

L'exploitant indique que ces détecteurs sont installés dans les parkings aux niveaux -2 et -3, qui ne sont plus utilisés, ce qui explique leur statut.

Par courriel du 12 février 2025, l'exploitant a transmis la liste des détecteurs présents sur le site. Le document mentionne une périodicité de contrôle semestrielle. L'ensemble des détecteurs a été contrôlé le 27 novembre 2024 ou le 15 janvier 2025, à l'exception des détecteurs notés "à l'arrêt", dont le dernier contrôle date du 10 juin 2024. Ce contrôle n'a cependant pas été transmis à l'inspection des installations classées.

L'exploitant effectue le contrôle de l'ensemble des détecteurs conformément aux dispositions de l'article 27 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018.

**Type de suites proposées : Sans suite**